



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de Gironde**

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RESSHY

7 Chemin du Port d'Espau
33710 PRIGNAC ET MARCAMPES

Références : 2026-01088
Code AIOT : 0100308625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement RESSHY implanté 7 Chemin du Port d'Espau 33710 PRIGNAC ET MARCAMPES. L'inspection est inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plainte aboiement des chiens / nuisances

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL RESSHY
- 7 Chemin du Port d'Espau 33710 PRIGNAC ET MARCAMPES
- Code AIOT : 0100308625
- Régime : Déclaration (sans titre d'exploitation)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

l'inspection a porté sur la vérification du nombre de chien sur le site et d'une évaluation au regard de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006 fixant les prescriptions générales applicables de ces activités soumises à déclaration relevant de cette rubrique 2120 « chiens »

Les associés de la SARL RESSHY, représentés par Mesdames CRAMAREGEAS Vanessa et Nadège ont accompagné les agents tous le long de l'inspection du site.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Mise en demeure pour une exploitation d'une ICPE soumise à déclaration préalable et exploitation d'une ICPE soumise à déclaration sans satisfaire aux prescriptions générales applicable à cette activité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Effectif | Décret du 02/02/2026, article Décret n°2026-46 Code de l'environnement Article R.511-9-annexe III | Mise en demeure, dépôt de dossier | 2 mois |
| 2 | Situation administrative | Code de l'environnement du 26/01/2017, article ART L.512-8 | Mise en demeure, dépôt de dossier | 2 mois |
| 3 | Dossier Installation classée | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.4 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 4 | Règles | Arrêté Ministériel du | Mise en demeure, respect de | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------|---|--|-----------------------|
| | d'implantation | 08/12/2006, article 2.1 | prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier | |
| 5 | Stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.4 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 6 | Propreté | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 7 | Rejet direct d'effluents | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article ART 5.5 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Exploitation d'un chenil au 7 chemin du Port d'Espau sur la commune de PRIGNAC ET MARCAMPES (33710), constitué de 21 chiens, sans déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et ne respectant pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 décembre 2006 fixant les prescriptions générales applicables de ces activités soumises à déclaration relevant de cette rubrique 2120 « chiens ».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Effectif

| |
|---|
| Référence réglementaire : Article R511-9-annexe III du code de l'environnement, Décret du 02/02/2026, article Décret n°2026-46 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement |
| Thème(s) : Élevage, Effectif |
| Prescription contrôlée : Nombre de chiens âgés plus de 4 mois et ne comprenant pas les chiens en action de protection de troupeau détenus par des opérateurs détenant des bovins, ovins, caprins, porcins, équidés, au sens de l'arrêté du 30 juillet 2014 relatif à l'enregistrement des exploitations et des détenteurs. |
| Constats : L'inspection effectuée ce jour a porté sur le nombre de chiens âgés de plus de 4 mois présents sur le site de l'exploitation SARL RESSHY, gérée par Mesdames CRAMAREGEAS Vanessa et CRAMAREGEAS Nadège. Les chiens ont été observés dans le bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section D , parcelle n° 473, bâtiment accolé à la maison d'habitation . Il a été constaté la présence de 15 chiens dans l'installation visitée. Selon les déclarations des exploitantes, 6 chiens supplémentaires sont détenus à l'intérieur de la maison d'habitation. il est donc recensé 21 chiens présents sur le site et sont tous âgés de plus de 4 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article ART L.512-8 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. |

| |
|---|
| Constats : |
| Le site exploité par la SARL RESSHY n a pas fait l'objet d'une déclaration au titre du code de l'environnement. Cette exploitation détient dans des boxes et l'habitation 21 chiens âgés de plus de 4 mois ; cet effectif relève du classement à la déclaration pour la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la rubrique 2120 déclaration. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Dossier Installation classée

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.4 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents, le bruit et les odeurs, si elles existent ; - les documents prévus aux points 3.3, 3.6, 4.3, 4.7, 4.8, 5.1, 5.4, 5.8 du présent arrêté. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées |
| Constats : les exploitantes de la SARL RESSHY ne disposent pas de dossier de déclaration , ni de la preuve de dépôt en sous préfecture. Les exploitantes confirment n'avoir pas réalisé la déclaration du site . |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Règles d'implantation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.1 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation -Aménagement |
| Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : [...] Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. |
| Constats : Lors de l'inspection, les installations récentes situées sur la parcelle cadastrée n° 477 étaient inondées par plusieurs dizaines de centimètres d'eau et font suite à un épisode pluvieux important et une rupture de digue selon les déclarations des exploitantes. Une stagnation significative des eaux a été observée au droit des installations récentes. Cet épisode pluvieux montre que les terrains supportant les installations récentes ne permettent pas d'assurer le maintien des animaux hors d'eau en toutes saisons, ni d'éviter la stagnation des eaux, conformément aux exigences de la prescription précitée. Il a toutefois été constaté que les chiens situés à l'intérieur des installations implantées sur la parcelle n° 473 étaient hors d'eau au moment du contrôle. Les derniers logements construits sur la parcelle n° 477 ne répondent donc pas aux exigences de la prescription susvisée, au regard de leur implantation en zone inondable et des inondations constatées lors de l'épisode pluvieux. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le site d'exploitation est localisé en zone rouge du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la commune de PRIGNAC ET MARCAMP. En l'état, ces installations ne sont pas conformes et doivent être implantées dans une zone non exposée au risque d'inondation. En cas de maintien |

sur le site, elles devront également respecter l'ensemble des prescriptions générales applicables à cette activité relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux dispositions du Code de l'environnement et aux textes pris pour son application.

Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, notamment celles issues du Code rural et de la pêche maritime, du Code de l'urbanisme, ainsi que de toute autre législation applicable aux activités concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.4

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. La capacité de stockage peut être augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques et de la valorisation agronomique.

Constats :

Les issues de litières et les déjections canines sont déposées directement sur le sol en extérieur, à proximité du bâtiment, sans dispositif de stockage dédié (fumière ou plateforme étanche, composteur, etc.). Les exploitantes indiquent y faire « un compostage » à cet endroit. Les eaux de toiture non collectées se déversent directement sur cette zone, favorisant le lessivage de ces litières fraîches et déjections et leur infiltration dans le sol, ce qui est susceptible d'engendrer une pollution chronique des sols et du milieu environnant.

Par ailleurs, les exploitants sont tenus d'assurer un nettoyage/désinfection régulier des installations. Toutefois, ces opérations ne semblent pas réalisées de manière régulière et les installations ne disposent pas de réseau de collecte, ni de fosse permettant la récupération des effluents et eaux de lavage produites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toutes les parties de l'installation sont maintenues en bon état d'entretien.

L'ensemble des bâtiments, parcs d'élevage et annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé.

Les niches dans lesquelles sont placés les animaux sont construites en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter.

Les sols et les murs des bâtiments d'élevage sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement.

Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances (les déjections solides sont enlevées chaque jour).

[...]

Constats :

Il est constaté que les installations ne disposent pas de réseau de collecte permettant l'évacuation des urines et des eaux issues du nettoyage des boxes. En conséquence, les urines de chiens ne sont pas correctement évacuées et s'accumulent dans les litières de la zone d'hébergement (boxes).

Par ailleurs, les boxes ne sont pas régulièrement nettoyés de leurs litières lors des opérations d'entretien, ce qui entraîne la persistance de matières organiques dans les zones de couchage et sur les sols. Cette situation traduit un entretien insuffisant des installations et un nettoyage /

désinfection non réalisé de manière complète et régulière.

Ainsi, l'état des boxes et des équipements ne permet pas de considérer que les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, ni que les conditions de nettoyage et de désinfection des sols et des parois sont assurées conformément à la prescription applicable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Rejet direct d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article ART 5.5

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit.

Constats :

La prescription prévoit que tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit.

Lors de l'inspection, il a été constaté que les litières souillées, contenant les urines et déjections des chiens, sont déposées directement sur le sol en extérieur, sans dispositif de stockage ni aménagement permettant la collecte et la gestion des effluents.

Ces matières organiques sont ainsi en contact direct avec le sol naturel et exposées au ruissellement des eaux pluviales des toitures se déversant dessus, favorisant leur infiltration et leur dispersion dans l'environnement.

Cette pratique correspond à un dépôt d'effluents sans confinement ni maîtrise, conduisant à leur rejet direct dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois